Champ libre

Pierre Concialdi
Cris d'orfraie

Economiste et militant associatif (Attac, Fondation Copernic, Réseau d'alerte sur les inégalités), Pierre Concialdi est signataire de l'appel des 1 000 - aujourd'hui 3 000 - pour la défense des retraites (voir Rouge du 1er mai). Coauteur du livre Les Retraites au péril du libéralisme (Syllepse, 2002, 10,45 euros), avec Hervé Alexandre et Pierre-Yves Chanu, il a écrit de nombreux articles sur les retraites, les bas salaires et les travailleurs pauvres.

S'appuyant sur l'argument du "choc démographique", le gouvernement prétend qu'il ne serait pas possible de financer les retraites futures. Pourtant, si demain on prévoyait une proportion deux fois plus élevée d'enfants, faudrait-il maintenir la part des dépenses d'éducation et des transferts sociaux aux familles à leur niveau actuel ? Une telle question est évidemment absurde. Il est normal et sain que la distribution des ressources s'adapte aux changements de la société et que celle-ci ajuste en conséquence la distribution des revenus. En décrétant que toute hausse de cotisation est impossible, le gouvernement a fermé cette voie et a mécaniquement engagé une formidable régression sociale.
Il faut à cet égard dénoncer le sophisme du gouvernement qui consiste à dire que "si on ne fait rien", le niveau des pensions diminuera de moitié en 40 ans. Et que par conséquent, il faut "réformer" pour éviter cette régression sociale. Car dans le discours gouvernemental, "ne rien faire" c'est figer les cotisations à leur niveau actuel... ce qui est précisément la ligne sur laquelle il campe pour satisfaire les exigences du patronat !
Le refus de toute hausse de cotisation signifie non seulement que le niveau moyen des pensions va considérablement chuter, mais que les prétendues avancées "arrachées" au gouvernement pour quelques catégories seront financées par des régressions qui toucheront l'immense majorité des salariés. Le simulacre de négociation entre le gouvernement et certaines organisations syndicales n'a servi qu'à masquer cette réalité. Pour rassurer le patronat qui poussait déjà des cris d'orfraie à l'idée d'une hausse pourtant minime (0,2 point) des cotisations à partir de 2006, François Fillon s'est d'ailleurs empressé de dire que cette hausse serait financée par "redéploiement", c'est-à-dire en ponctionnant d'autres budgets sociaux.
Sans complexe, c'est la même droite libérale responsable de l'approfondissement des inégalités entre public et privé avec la réforme de 1993 qui a brandi l'étendard de l'équité, pour imposer l'alignement des durées de cotisation entre fonctionnaires et salariés du privé. Il est clair aujourd'hui que l'équité a simplement servi ici de prétexte pour faire sauter un verrou et allonger encore davantage la durée de cotisation pour tous les salariés, comme l'exige depuis longtemps le patronat. Cette mesure frappera de plein fouet les salariés les plus vulnérables (chômeurs, précaires, femmes à temps partiel contraint) ; elle creusera les inégalités entre hommes et femmes - moins de 40 % d'entre elles partent aujourd'hui en retraite avec une carrière complète - et pénalisera les jeunes générations qui ont connu une insertion difficile sur le marché du travail : où est l'équité dans tout cela ?
En résumé, le projet du gouvernement tient en deux postulats. Premièrement, ce qui a été possible jusqu'à présent - à savoir augmenter les cotisations pour financer les retraites - ne le sera plus désormais. Si les salariés veulent payer davantage pour leur retraite, ce sera pour des retraites par capitalisation (encouragements fiscaux pour les salariés du privé, création d'une caisse complémentaire obligatoire pour les fonctionnaires). Ce qui ressemble davantage au naufrage programmé de la répartition qu'à son "sauvetage". Second postulat : ce qui n'a pas été possible depuis des décennies (c'est-à-dire assurer le plein emploi et la poursuite des carrières, notamment pour les salariés âgés) va soudain le devenir par la seule force d'un décret ministériel. Alors que cinq millions de personnes sont aujourd'hui privées d'emploi, que plus de 60 % des personnes qui partent en retraite sont au chômage ou en inactivité, le scénario gouvernemental qui veut faire croire que les salariés qui le souhaitent pourront se maintenir dans l'emploi ne relève même pas du pari : c'est tout

simplement une supercherie.
C'est pour dénoncer ce projet dévastateur pour notre système de retraite que des milliers de militants syndicalistes et associatifs ainsi que des chercheurs et des enseignants ont lancé un appel. Pour ouvrir le débat et affirmer que d'autres choix sont possibles pour consolider notre système de retraite : en revenant sur les régressions des dix dernières années, en prenant mieux en compte les périodes de chômage et de précarité, ainsi que les périodes de formation, et en accordant des règles de départ plus favorables aux salariés ayant exercé des métiers pénibles.
Ces mesures auraient pour effet d'augmenter de 50 % la part des ressources consacrée aux retraites en 40 ans. Pour les financer, la hausse des cotisations employeurs constitue le principal levier. Elle permet de gager l'affectation d'une part des gains de productivité futurs, sans mordre sur les salaires ni sur l'investissement, mais essentiellement sur les profits spéculatifs (non investis) qui ont explosé depuis vingt ans au détriment des salaires. Les marges sont énormes puisque la part de ces profits stériles a augmenté de dix points en vingt ans. Il est donc possible de modifier le partage des richesses sans peser sur la compétitivité.
Même dans le scénario le plus pessimiste pour les salariés, celui où ils devraient financer eux-mêmes le coût des futures retraites par une hausse de leurs cotisations sociales, le pouvoir d'achat des salaires nets devrait augmenter de 30 % en vingt ans. A lire ces chiffres, nombre de salariés se frotteront sans doute les yeux. Et ils auront raison. Car 30 % de gain de pouvoir d'achat, ce n'est pas le Pérou, mais c'est beaucoup plus - trois fois plus environ - que ce que les salariés ont obtenu au cours des vingt dernières années. Rien n'est bien sûr acquis. Mais personne, pas même le Medef, ne remet en cause l'hypothèse sur laquelle repose ce scénario, à savoir le simple maintien du partage actuel entre salaires et profits.
L'effondrement de notre système de retraite n'est donc pas inéluctable. Seule une mobilisation citoyenne de grande ampleur permettra d'y faire barrage.

Pierre Concialdi.

Rouge 2018 22/05/2003